



## Tous nos vœux

Les élus du groupe majoritaire vous réitèrent tous leurs vœux pour cette année 2006.

### Rond-point du Barnier : Nous n'avons jamais été aussi proches... et pourtant

Il y a deux ans, une formidable mobilisation citoyenne avait permis de recueillir 4 000 de signatures pour faire avancer le dossier du rond-point du Barnier, que visiblement l'État ne considérait plus comme prioritaire

depuis des lustres, malgré nos incessantes interventions.

A l'époque, hormis Patrick Lévy, qui comme souvent, criait au complot et à la manipulation, tous les membres du conseil municipal avaient voté en faveur de cette action.

Et cette double mobilisation, des élus et des citoyens, avait bien obligé l'État à avancer sur le dossier et provoqué de nombreux rendez-vous. Ainsi, petit à petit, nous avons réussi à faire sauter, l'un après l'autre, les obstacles derrière lesquels l'État se cachait pour ne pas faire. Depuis, le dossier technique est bouclé et il ne reste plus à l'État qu'à faire... ou plutôt, et c'est là tout le problème, à payer. Nous avons, début décembre 2005, invité le nouveau représentant de l'État, le Préfet Michel Thénault, à voir par lui-même cette hérésie que constitue cette entrée (et sortie) Est de la ville. Il a convenu de la nécessité des travaux et en même temps reconnu que le seul point d'achoppement restant était le financement.

Il nous a également demandé un délai, jusqu'à fin février 2006, pour étudier cette question de budget. Un délai, relativement court, sommes toutes, au regard des 15 ans d'histoire du dossier et de l'arrivée récente du Préfet dans notre région.

Nous n'avons jamais été aussi proche d'aboutir, mais pourtant rien n'est encore acquis.

Nous patienterons donc encore jusqu'à fin février. Entre temps, nous serons très attentifs à la manière dont l'État gèrera ses finances en matière de voiries. Le rond-point des 4 chemins, réclamés par tous depuis 1979, a enfin vu le jour et c'est une bonne chose. Voilà une vraie priorité en matière de sécurité routière qui va, espérons le, sauver des vies. Il aura pourtant fallu attendre 25 ans, pour une réalisation dont le coût est finalement deux fois moindre que l'aménagement que nous réclamons. Par contre, nous l'avons déjà dit, le doublement de la RN 300 entre la sortie de l'autoroute et le port, n'est ni une priorité, ni une bonne chose.

Nous serons également vigilant à ce que l'État ne «joue pas la montre» et utilise les lois de décentralisation et les transferts des routes nationales aux collectivités locales pour faire porter la dépense de ce carrefour sur le Conseil général de l'Hérault.

Fin février, début mars, nous aurons donc une réponse de l'État. Si celle-ci devait être négative, elle aurait raison de notre patience et nous prendrions alors la responsabilité de mobiliser à nouveaux élus et citoyens, pour des actions à la mesure de ce dédain.

Il est trop tôt pour en dire plus, mais nous savons que nous pourrions alors compter sur la mobilisation de nos concitoyens. En attendant fin février, nous allons espérer qu'enfin l'État réalise en 2006 un des vœux les plus chers de tous les habitants de notre ville.

NB : le mercredi 4 janvier 2006, un accident à cet endroit a fait 3 blessés sérieux.

**Le groupe majoritaire**

## Procès d'intentions de l'opposition

La trêve des confiseurs étant à peine terminée, nous ne souhaitions pas trop polémiquer avec les élus de la Plurielle et de l'UMP, mais quand les limites de la mauvaise foi sont atteintes, nous nous devons de réagir. Dans les colonnes de ce journal en décembre, ils brocardaient d'avance la concertation sur le futur quartier d'habitations des Pielles, en parlant de «programme ficelé», en proclamant «Où est le débat ?» ou en contestant par anticipation l'absence de concertation. Et bien, une nouvelle fois, les faits et la population leur ont donné tort. Il y avait 300 personnes présentes au premier débat public sur ce futur quartier. Ces 300 personnes de tous horizons et de tous bords on pu se rendre compte que c'était une véritable concertation qui était bien engagée et que chacun avait son mot à dire. Le débat s'est poursuivi jusqu'à 22h. D'ailleurs si M. Alquier, présent dans la salle, s'est abstenu de poser des questions ou de donner son avis, M. Lévy a quant à lui pris la parole pour regretter que les études n'aient pas proposé une projet alternatif au quartier d'habitations avec, par exemple, la création d'un parcours santé (sic). Une intervention appréciée à sa juste valeur par le public. Heureusement, les autres intervenants on pu élever le débat à la véritable hauteur des enjeux.

**Le groupe majoritaire**



## Illuminations éblouissantes

Les illuminations des fêtes ont été, cette année, très nettement améliorées. On peut dire que, dans l'ensemble, c'est une réussite. Bravo !

Bravo pour les décorations, mais surtout bravo pour avoir tenu la promesse qui avait été énoncée pour les vœux de la municipalité au début de 2005.

Le fait est suffisamment rare pour être souligné. Nous avons assez dénoncé le fossé, pour ne pas dire le gouffre qu'il y a entre le dire et le faire de la majorité municipale, pour ne pas nous réjouir quand elle fait ce qu'elle annonce.

Ne gâchons pas notre réel plaisir en songeant que ce mandat aura été marqué par environ 30% d'augmentation d'impôt en 2 ans (non annoncée) et de jolies lumières de Noël. (Illuminations éblouissantes ou faites pour éblouir ?)

Pour ce qui est du Leclerc, notre souci est de maintenir une ville en vie. Les commerces de proximité en sont une condition. Nous avons obtenu de la part des promoteurs de ce projet que les commerçants locaux pourront, dans un cadre légal, bénéficier, s'ils le désirent « du prix d'achat des centrales Leclerc ».

Nous avons obtenu également l'accord sur cette modalité du conseil municipal. Un hypermarché peut être vu comme une menace pour le commerce local, cet arrangement qui l'avantage tout en le laissant entièrement libre, nous semble une bonne chose pour lui et pour la ville.

**Patrick Lévy, Catherine Morer, Léontine Redondo**

## Des vœux... également pour le carrefour du Barnier !

La période se prête à ce que, tout d'abord, nous vous présentions tous nos vœux de bonheur et santé pour 2006. Ce que nous faisons avec le plus grand plaisir !

Nous aurons l'occasion d'évoquer, dans les mois qui viennent, nombre de dossiers d'actualité locale, voire d'ordre plus général.

Avec vous, nous veillerons à ce que la vie de la cité, le cadre dans lequel vous évoluez, correspondent à votre attente et vos besoins. Notre ville se développe au fil des ans et, en même temps, grandissent les aspirations (emplois, logements, fiscalité, environnement...).

Lors du dernier conseil municipal de l'année 2005, notre groupe a posé la question du fameux carrefour du Barnier. Sa réalisation est exigée depuis de longues années. On y dénombre un chiffre élevé d'accidents dont plusieurs mortels ! L'Etat, et en particulier son Ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, dissertent par médias interposés sur la question de la sécurité routière. Montrer du doigt l'automobiliste ou le conducteur de deux roues ne suffit pas. L'Etat se doit d'assumer ses responsabilités en matière d'équipements routiers. L'argent des radars automatiques doit aussi servir de cela ! Or, nous avons appris lors de ce conseil municipal que le Préfet de région donnerait une réponse pour le courant du mois de février. «Pas trop d'illusions à avoir» d'après les propos de Monsieur le Maire. Va-t-on laisser pour compte usagers et citoyens de notre commune qui ont exprimé la nécessité de création de ce giratoire par pétition signée par plus de 4 000 d'entre eux ?

Sur ce sujet, la mobilisation s'impose maintenant avec encore beaucoup plus de vigueur. C'est le sens de la demande que nous avons formulée. En cas de réponse négative, des dispositions doivent étre prises immédiatement afin que la voix de nos concitoyens soit entendue. Cela passant inéluctablement par l'organisation des manifestations qui s'imposent !

**Marie-Ange Valéra, Georges Hernandez  
Jean-Louis Bonneric, Lucien Trémelat**

## BONNE ANNEE 2006, Monsieur le Maire

Venant d'un Conseiller d'Opposition ces vœux peuvent paraître provocateurs, humoristiques ou faux cul.

Il n'en est rien.

Monsieur le Maire a été élu par les Frontignanais. Il a donc la charge d'œuvrer pour le bien être des citoyens.

Nous sommes un certain nombre (un nombre certain !) a ne pas approuver toutes les actions qu'il entreprend, à regretter l'absence de certaines, à proposer des solutions alternatives...

Certes, nous aimerions quelquefois être mieux entendus, que les choses aillent plus vite, que les décisions soient moins partisanses et les discours moins systématiques...

Il n'est pas prévu d'élection en 2006 donc pas de changement décisif et nous continuerons par le dialogue, la critique et les propositions à tenter d'infléchir la politique locale, sans optimiste démesuré et sans pessimisme absolu.

Nous souhaitons LA RUPTURE, mais ceci se fera en son temps si les électeurs le souhaitent.

En attendant, BONNE ANNEE 2006 A TOUS.

**J.C ALQUIER - 06 76 34 11 79**

En application de la Loi du 27 février 2002, dite loi « Démocratie de proximité », le journal municipal publie l'expression des représentants élus de l'opposition, selon les modalités fixées par le règlement intérieur du Conseil municipal.